

# ACTE D'ENGAGEMENT [AE]

---

## MAITRE DE L'OUVRAGE

CACL (COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE LITTORAL)

4 Esplanade de la Cité d'Affaires

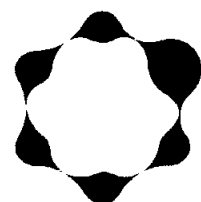
CS 36029 – 97357 Matoury

## OBJET DU MARCHE

EXPLOITATION DE LA DECHETERIE DE CAYENNE

**MARCHE N° CACL-DECH-2020-01**

*Numéro provisoire*



# Sommaire

---

<b>Article 1 – Contacts</b> .....	3
<b>Article 2 – Contractant</b> .....	3
<b>Article 3 – Type de prix</b> .....	4
<b>Article 4 – Modalités de variation du prix</b> .....	5
<b>Article 5 - Mois d'établissement des prix du marché</b> .....	5
<b>Article 6 - Contenu des prix</b> .....	5
<b>Article 7 – Prix (à compléter par le candidat par report des montants totaux du DQE joint en annexe en Pdf et sur le fichier Excel également joint aux pièces du marché)</b> .....	5
<b>Article 8 – Sous-traitance</b> .....	6
<b>Article 9 – Durée du marché</b> .....	7
<b>Article 10 – Paiement</b> .....	7
<b>Article 11 – Avances</b> .....	8
<b>Article 12 – Affirmation sur l'honneur</b> .....	8
<b>Article 13 – Engagement du candidat</b> .....	8
<b>Article 14 – Liste des annexes à l'acte d'engagement</b> .....	9
<b>Article 15 - Acceptation du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)</b> .....	9
<b>Article 16 - Date d'effet du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)</b> .....	10
<b>Cotraitant n°.... (A reproduire pour chacun des cotraitants)</b> .....	12
<b>Désignation du cotraitant :</b> .....	12
<b>Paiement</b> .....	13
<b>Sous-traitant n°.... (A reproduire pour chacun des sous-traitants)</b> .....	14
<b>1/ Désignation du sous-traitant :</b> .....	14
<b>2/ Description des prestations réalisées</b> .....	15
<b>3/ Conditions de paiement du contrat de sous-traitance</b> .....	15
<b>4/ Déclaration sur l'honneur du sous-traitant</b> .....	16

Le présent marché est passé en vertu des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Il dispose d'une tranche ferme dénommée « base » et de deux variantes exigées.

### Article 1 – Contacts

Autorité compétente pour signer le marché : Monsieur le Président ou Madame la Présidente de la CACL

Personne désignée pour renseigner les bénéficiaires des nantissements (art 109 CMP) : Monsieur le Président ou Madame la Présidente de la CACL

Comptable assignataire des paiements : Le trésorier de Cayenne

Téléphone : 05.94.28.20.80

Adresse : Trésorerie municipale services publics locaux Cayenne Amandiers

Rocade Zéphir

97300 CAYENNE

### Article 2 – Contractant

Je soussigné,

Nom et Prénom : Pascal GOVINDIN

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à : .....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....

Sous le n° .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....

- Je suis le mandataire solidaire des membres du groupement conjoint présenté en annexe
- Je suis le mandataire non solidaire des membres du groupement conjoint présenté en annexe
- Je suis le mandataire des membres du groupement solidaire présenté en annexe

Agissant pour le nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) : OPTIM'OM

.....  
Domicilié à : 1 291 Route Départementale 23 – 97 300 CAYENNE

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : 841 124 704 00013

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : CAYENNE

Sous le n° 841 124 704

Téléphone : 0694 26 03 59

Télécopie : .....

Courriel : [optimom973@gmail.com](mailto:optimom973@gmail.com)

- La société désignée ci-dessus est le mandataire solidaire des membres du groupement conjoint présenté en annexe

- o  La société désignée ci-dessus est le mandataire non solidaire des membres du groupement conjoint présenté en annexe
- o  La société désignée ci-dessus est le mandataire des membres du groupement solidaire présenté en annexe

Désigné dans le marché, sous le nom " titulaire " ;

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- M'ENGAGE à produire, si mon offre est retenue et si je ne les ai pas déjà fournis à l'appui de mon offre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et les certificats fiscaux et sociaux mentionnés à l'article 46 du Code des Marchés Publics dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui m'en sera faite par la personne signataire du marché.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

### Article 3 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires et à prix forfaitaires.

#### Base

##### **Prestations rémunérées à prix forfaitaires :**

**1-1** Frais de secrétariat, de compte-rendu mensuel et annuel (dont les réunions), d'encadrement, de gestion, de consommables (électricité, téléphone, carburant, ...), d'entretien, de véhicules de service ...., frais divers dont frais de siège ....

**1-2** Mise à disposition et coûts de fonctionnement d'un chargeur type télescopique

Tassage des casiers, chargement des contenants de transport

Petits matériels, engin, pièces détachées, ....

**1-3** Gestion de l'accès et de la facturation des professionnels, gestion du logiciel métier de contrôle d'accès et de production des données métier

##### **Prestations rémunérées à prix unitaires :**

Tarif unitaire tel que figurant au bordereau des prix unitaires :

**2-1** Mis à disposition d'un agent d'exploitation mis à disposition sur site en ETP (à l'unité)

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

**3-1 à 3-5** Fourniture de Contenants en quantité suffisante y compris contenants en attente, enlèvements et transport (à la tonne évacuée et par flux)

**4-1 à 4-3** Valorisation/traitement (à la tonne évacuée et par flux)

#### Tranche optionnelle 1

##### **Prestations rémunérées à prix forfaitaires :**

**5-1** Amortissement de l'installation d'alarme et vidéosurveillance et frais de maintenance

**5-2** Frais de gardiennage - forfait annuel pour surveillance vidéo et intervention en cas d'alerte intrusion, hors heures d'ouverture

#### Tranche optionnelle 2

##### **Prestations rémunérées à prix forfaitaire :**

**6-1** Frais de gardiennage permanent sur site hors heures d'ouverture



#### Article 4 – Modalités de variation du prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

Le prix révisé est obtenu en appliquant au prix initial, le coefficient  $C_n$  résultant de la formule suivante:

$$C_n = 0,700 + (0,300) \times ((0,500 (ICMO2_n / ICMO2_0)) + (0,300 (FD_n / FD_0)) + (0,050 (PGG_n / PGG_0)) + (0,150 (F291016_n / F291016_0)))$$

L'indice ICMO2 correspond à : Indice Coût de la collecte des ordures ménagères (charges comprises) publié au Moniteur du BTP

La valeur de l'indice  $ICMO2_n$  est la valeur de l'indice au mois  $n$  de la date d'application de la révision.

La valeur de l'indice  $ICMO2_0$  est celle établie pour le mois d'établissement du prix  $M_0$ .

Organe ou support de publication : Moniteur

L'indice FD correspond à : Indice Frais divers publié au Moniteur du BTP

La valeur de l'indice  $FD_n$  est la valeur de l'indice au mois  $n$  de la date d'application de la révision.

La valeur de l'indice  $FD_0$  est celle établie pour le mois d'établissement du prix  $M_0$ .

Organe ou support de publication : Moniteur

L'indice PGG correspond à : Prix de vente du litre de gazole au consommateur à la pompe en Guyane

La valeur de l'indice  $PGG_n$  est la valeur de l'indice au mois  $n$  de la date d'application de la révision.

La valeur de l'indice  $PGG_0$  est celle établie pour le mois d'établissement du prix  $M_0$ .

Organe ou support de publication : Préfecture de Guyane / DGCCRF

L'indice F291016 correspond à : Indice Véhicules utilitaires publié au Moniteur du BTP

La valeur de l'indice  $F291016_n$  est la valeur de l'indice au mois  $n$  de la date d'application de la révision.

La valeur de l'indice  $F291016_0$  est celle établie pour le mois d'établissement du prix  $M_0$ .

Organe ou support de publication : Moniteur

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

#### Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index ou de l'indice correspondant.

#### Périodicité de la révision

Les révisions sont appliquées annuellement à la date d'anniversaire du marché.

#### Article 5 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois d'avril 2020.

Ce mois est appelé mois zéro ( $M_0$ ).

#### Article 6 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

#### Article 7 – Prix (à compléter par le candidat par report des montants totaux du DQE joint en annexe en Pdf et sur le fichier Excel également joint aux pièces du marché)

P. Z.

Les prestations de la base (reporter le montant 1 du DQE) :

*Prix global du marché y compris reconduction*

- Montant hors T.V.A. 2 762 905,08 euros (en chiffres)
- Il n'y a pas de TVA
- Montant T.V.A. incluse 2 762 905,08 euros (en chiffres)
- Deux millions sept cent soixante-deux milles neuf cent cinq euros et huit centimes (en lettres)

Les prestations de la tranche optionnelle 1 (reporter le montant 2 du DQE) :

*Prix global du marché y compris reconduction*

- Montant hors T.V.A. 13 624,82 euros (en chiffres)
- Il n'y a pas de TVA
- Montant T.V.A. incluse 13 624,82 euros (en chiffres)
- Treize mille six cent vingt-quatre euros et quatre-vingt-deux centimes (en lettres)

Les prestations de la tranche optionnelle 2 (reporter le montant 3 du DQE) :

*Prix global du marché y compris reconduction*

- Montant hors T.V.A. 100 500,00 euros (en chiffres)
- Il n'y a pas de TVA
- Montant T.V.A. incluse 100 500,00 euros (en chiffres)
- Cent mille cinq cents euros (en lettres)

Les prestations de la base + les tranches optionnelles 1 + 2 (reporter le montant 4 du DQE) :

*Prix global du marché y compris reconduction*

- Montant hors T.V.A. 3 279 029,90 euros (en chiffres)
- Il n'y a pas de TVA
- Montant T.V.A. incluse 3 279 029,90 euros (en chiffres)
- Trois millions deux cent soixante-dix-neuf mille vingt-neuf euros et quatre-vingt-dix centimes (en lettres)

En cas de groupement, la répartition de la rémunération entre les membres du groupement est annexée à cet acte d'engagement.

## **Article 8 – Sous-traitance**

Les annexes n°..... à cet acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations qu'il est envisagé de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations qu'il est envisagé de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

P. L.



**Base**

- Montant hors T.V.A. .... euros (en chiffres)
- T.V.A. au taux de ..... %, soit ..... euros (en chiffres)
- montant T.V.A. incluse . .... euros (en chiffres)

**Tranche optionnelle 1**

- Montant hors T.V.A. .... euros (en chiffres)
- T.V.A. au taux de ..... %, soit ..... euros (en chiffres)
- montant T.V.A. incluse . .... euros (en chiffres)

**Tranche optionnelle 2**

- Montant hors T.V.A. .... euros (en chiffres)
- T.V.A. au taux de ..... %, soit ..... euros (en chiffres)
- montant T.V.A. incluse . .... euros (en chiffres)

**Article 9 – Durée du marché**

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS, le point de départ du délai d'exécution n'est pas fixé à la date de notification du marché.

Le marché commence le 01/09/2020 pour une durée initiale de 4 années.

Il est renouvelable 1 fois par reconduction expresse pour une période de 1 année.

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché

En cas de reconduction, le titulaire du marché est tenu d'accepter la décision qui lui est notifiée.

La décision prise par la pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire, au plus tard 60 jours avant la date d'expiration de la période en cours.

Lorsque ce terme est atteint sans que la pouvoir adjudicateur ait signifié au titulaire sa décision, celui-ci peut solliciter la reconduction du marché. En cas de silence gardé par la pouvoir adjudicateur à l'expiration du marché, ce dernier n'est pas reconduit.

**Article 10 – Paiement**

En cas de paiement sur un seul compte, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

Libellé du compte : .....

Domiciliation : .....

Adresse : .....

CODE IBAN : .....

Code BIC : .....

En cas de paiement sur plusieurs comptes, dupliquer et remplir l'annexe "en cas de réponse en groupement" autant de fois que nécessaire.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Les paiements sont effectués en EUROS.

**Article 11 – Avances**

Conformément à l'article Avance du CCAP le ou les candidats ci-avant désignés :

- o [ X ] refusent de percevoir l'avance
- o [ ] acceptent de percevoir l'avance

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au code des marchés publics engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

**Article 12 – Affirmation sur l'honneur**

- J'affirme, sous peine de résiliation du marché à mes torts exclusifs, ne pas tomber
- J'affirme, sous peine de résiliation du marché à ses torts exclusifs, que la société/le groupement d'intérêt économique, pour lequel j'interviens, ne tombe pas
- Nous affirmons, sous peine de résiliation du marché à nos torts exclusifs, ne pas tomber
- Nous affirmons, sous peine de résiliation du marché, à leurs torts exclusifs, que les sociétés pour lesquelles nous intervenons ne tombent pas

sous le coup des interdictions énumérées à l'article 43 du code des marchés publics concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au code général des impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire ou de justice.

Les déclarations similaires des sous-traitants énumérés plus haut sont annexées à cet acte d'engagement.

**Article 13 – Engagement du candidat****Fait en un seul original**

A CAYENNE

le 02 mai 2020

*Mention manuscrite "lu et approuvé"*

Signature(s) du(des) candidat(s) (représentant(s) habilité(s) pour signer le marché)

*lu et approuvé*



**SAS OPTIM'OM**

1291 Route Départementale 23

97300 CAYENNE

SIRET : 841 124 704 00013 - APE : 3811Z

Tél : 0594 26 03 59



**Article 14 – Liste des annexes à l'acte d'engagement**

- Annexe 1 - En cas de réponse en groupement
- Annexe 2 - En cas de sous-traitance

**Article 15 - Acceptation du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)**

L'offre acceptée pour valoir acte d'engagement est la suivante :

- o  Offre de base
- o  La variante exigée 1 .....
- o  La variante exigée 2 .....

Pour un montant de : ..... (euros HT)

A .....

le .....

Signature de l'autorité compétente

**Article 16 - Date d'effet du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)**

*En cas de remise contre récépissé :*

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché » :

A .....,

le .....

Signature du titulaire

*En cas d'envoi en LRAR :*

Coller ci-dessous l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire

**Cadre pour nantissement ou cession de créance : (1)**

*Formule d'origine*

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

- la totalité du marché (2)
- la partie des prestations évaluées à euros (en lettres) que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.
- la partie des prestations évaluées à euros (en lettres) et devant être exécutées par en qualité de :
  - o  cotraitant
  - o  soustraitant

A .....

le (3) .....

Signature,

(1) A remplir par le pouvoir adjudicateur en original sur une photocopie.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) Date et signature originales.

**Annotations ultérieures éventuelles**

La part des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée à ..... euros (en lettres)



**ANNEXE 1 - En cas de réponse en Groupement**

**Acheteur : CACL (Communauté d'Agglomération du Centre Littoral)  
 4 Esplanade de la Cité d’Affaires  
 CS 36029 – 97357 Matoury  
 Exploitation de la déchetterie de Cayenne**

**Cotraitant n°.... (A reproduire pour chacun des cotraitants)**

**Désignation du cotraitant :**

Je soussigné,

Nom et Prénom : .....

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à : .....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....

Sous le n° .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....

Agissant pour le nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société : .....

.....

Domicilié à : .....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....

Sous le n° .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....

En tant que membre du groupement conjoint

En tant que membre du groupement solidaire

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- M'ENGAGE à produire, si mon offre est retenue et si je ne les ai pas déjà fournis à l'appui de mon offre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et les certificats fiscaux et sociaux mentionnés à l'article 46 du Code des Marchés Publics dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui m'en sera faite par la personne signataire du marché.
- M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Description des prestations réalisées	Montant HT

**Paiement**

Les prestations décrites ci-dessus sont payées sur le compte du mandataire solidaire

Les prestations décrites ci-dessus sont payées directement sur le compte suivant

Libellé du compte : .....

Domiciliation : .....

Adresse : .....

CODE IBAN : .....

Code BIC : .....

**ANNEXE 2 - En cas de sous-traitance : Demande d'acceptation d'un sous-traitant (1)**

**Acheteur : CACL (Communauté d'Agglomération du Centre Littoral)**  
**4 Esplanade de la Cité d’Affaires**  
**CS 36029 – 97357 Matoury**  
**Exploitation de la déchetterie de Cayenne**

**Sous-traitant n°.... (A reproduire pour chacun des sous-traitants)**

Titulaire : .....

**1/ Désignation du sous-traitant :**

Je soussigné,

Nom et Prénom : .....

[ ] Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à : .....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....

Sous le n° .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....

[ ] Agissant pour le nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société : .....

.....  
Domicilié à : .....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....

Sous le n° .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....



**2/ Description des prestations réalisées**

Description des prestations réalisées	Montant HT DQE

**3/ Conditions de paiement du contrat de sous-traitance**

Libellé du compte : .....

Domiciliation : .....

Adresse : .....

CODE IBAN : .....

Code BIC : .....

- Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes : .....
- Date (ou mois) d'établissement des prix : .....
- Modalités de variation des prix : .....
- Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :
- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du CMP : Madame la Présidente ou Monsieur le Président de la CACL
- Comptable assignataire des paiements : Le trésorier de Cayenne

#### 4/ Déclaration sur l'honneur du sous-traitant

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;  
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;  
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;  
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'État ;

h) Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;



-avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

Fait à .....

Le .....

Le pouvoir adjudicateur, L'entrepreneur, Le mandataire,

(1) Cette annexe constitue un modèle à utiliser par les candidats pour l'établissement de leurs propositions en vue de désigner dans le marché les sous-traitants qui seront payés directement. Lorsque le candidat ayant conclu le contrat de sous-traitance sera un cotraitant, sa signature sur cette annexe devra être suivie par celle du mandataire.

P.L



**ANNEXE 3 – BPU / DQE**

**Insertion du tableau Excel format Pdf en autant de pages que nécessaire pour sa lisibilité**

P. L.